

Lettre au Premier ministre

« L'Etat doit être au rendez-vous de la solidarité ! »

|| #AppelDu14Novembre

Le 2 décembre 2020,

Monsieur le Premier ministre,

Suite à la lettre ouverte que nous avons publiée à l'attention du Président de la République, vous nous avez fait l'honneur d'un rendez-vous en visio-conférence le 23 novembre dernier.

Au nom des 200 maires que nous représentons, **nous tenons à vous remercier pour le temps que vous avez bien voulu nous consacrer.**

Lors de cet échange, qui aura vu se succéder une quinzaine de prises de parole en moins d'une heure, nous vous avons exposé près d'une cinquantaine de propositions pouvant être immédiatement déployées pour répondre à l'urgence économique, sociale et républicaine à laquelle nos villes fragiles sont confrontées depuis plusieurs mois.

Nous vous savons gré de votre écoute attentive et de votre empathie ; **nous regrettons néanmoins que la réponse de vos ministres ait pris la forme d'un bilan de mandat.**

Notre démarche s'inscrit dans un **processus résolument constructif**. Comme vous, nous ne poursuivons d'autre but que celui de défendre les intérêts de notre pays et de nos concitoyens.

Au vu de la gravité de la situation actuelle, qui voit la détresse sociale faire le lit du décrochage à la République, **nous avons à cœur de défendre un consensus républicain** et de porter sans fards les couleurs de la Nation tout entière.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous avons articulé notre propos initial autour de deux revendications-pivots :

- Un renforcement immédiat des moyens financiers par le **fléchage de 1% du Plan de relance** sur les villes et quartiers les plus fragiles ;
- Un changement radical de méthode par la **création du Conseil national des solutions.**

Le sujet du Conseil National des Solutions n'a pas semblé retenir votre attention, même si vous en avez trouvé le nom « joli ». Nous prenons acte de votre position.

Par contre, sur la question des moyens, nous avons le sentiment d'avoir été partiellement entendus. En conclusion de notre échange, vous vous êtes en effet engagé à flécher 1% du Plan de relance vers nos quartiers et communes.

|| #AppelDu14Novembre

Néanmoins, Monsieur le Premier ministre, **nous voulons être sûrs que le train de la relance ne passera pas sans s'arrêter chez nous.**

Nous vous prions par conséquent de donner une trace écrite à votre parole en inscrivant une ligne budgétaire spécifique au 1% solidarité dans le Plan de Relance.

Nous réclamons par ailleurs un signal fort et volontaire de votre part dans l'articulation du Projet de Loi de Finances 2021.

Vous n'ignorez pas que nos habitants sont les grands perdants de la crise sanitaire alors même qu'ils ont grandement contribué à l'effort national en période de confinement.

Ils sont en droit d'attendre que l'Etat soit au rendez-vous de la solidarité !

A la lumière des annonces récentes concernant l'éducation prioritaire, nous sommes inquiets du sort qui sera réservé à nos territoires. **La réforme des REP augure-t-elle un abandon pur et simple de la géographie prioritaire et de la politique de la ville ?**

Dans ces heures sombres que nous traversons, où le besoin de faire vivre la devise républicaine n'a jamais été aussi fort, nous espérons qu'il n'en est rien.

Convaincus que la République sera toujours de notre côté, **nous poursuivons la mobilisation engagée le 14 novembre dernier.** Nous réunissons aujourd'hui 200 maires représentant près de 10 millions de Français(es). Notre démarche a par ailleurs retenu l'attention et la bienveillance de la Présidence du Sénat et de plusieurs députés.

Nous sommes bien conscients de porter un message douloureux et de faire appel à des arbitrages courageux. Nous voulons pourtant croire que la sortie de crise qui s'annonce sera synonyme d'espoir et de fraternité pour tous nos concitoyens.

Comme nous l'avons écrit au Président de la République le 14 novembre dernier, **« faisons ensemble le pari d'une nouvelle confiance dans nos territoires pour faire gagner la République ! ».**

Impatients de poursuivre le travail engagé avec votre équipe le 23 novembre dernier, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre très haute considération.

Au nom du collectif de l'Appel du 14 Novembre :

- **Guillaume Delbar,**
maire de Roubaix
- **Catherine Arenou,**
maire de Chanteloup-les-Vignes
- **Gilles Leproust,**
maire d'Allonnes
- **Natacha Bouchart,**
maire de Calais
- **Philippe Rio,**
maire de Grigny
- **Catherine Vautrin,**
Présidente du Grand Reims
- **Frédéric Leturque,**
maire d'Arras
- **Thierry Falconnet,**
maire de Chenôve
- **Marie-Claude Jarrot,**
maire de Montceau-les-Mines
- **Hélène Geoffroy,**
maire de Vaulx-en-Velin
- **Benoît Jimenez,**
maire de Garges-lès-Gonesse